

893 réfugiés burundais rapatriés de la Tanzanie

PANA, 26 juillet 2018 Bujumbura, Burundi - Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a rapatrié, mardi, 893 Burundais qui avaient trouvé refuge en Tanzanie voisine par peur de l'insécurité liée à la violence électorale de 2015 dans leur pays d'origine, a rapporté, mercredi, la radio publique.

Les rapatriés volontaires sont arrivés par route à Makamba, une province du Sud du Burundi, frontalière avec la Tanzanie, qui accueille le gros des demandeurs d'asile burundais dans la sous-région. Le HCR procède également à des rotations aériennes depuis le début du mois pour rapatrier les réfugiés burundais établis plus loin, au Kenya. Le rapatriement se fait pour le moment au compte-gouttes, alors que les chiffres du HCR restent impressionnants quant aux réfugiés burundais encore recensés dans différents pays de la sous-région. Selon les chiffres du HCR, il existe encore plus de 400.000 réfugiés burundais dispersés dans la sous-région, dont 241.375, rien qu'en Tanzanie, soit 58,7 pc du total, 89.167 au Rwanda (20,8 pc), 46.783 en République démocratique du Congo (RDC), 10,9 pc et 40.634 en Ouganda (9,5 pc). On assiste à un statu quo du côté de l'Ouganda et de la RDC où aucun mouvement de retour facilité des réfugiés burundais n'a été amorcé. Le rapatriement des réfugiés est encore compliqué du côté du Rwanda à cause des relations de voisinage ouvertement tendues avec le Burundi. Les deux plus proches voisins de la région des Grands Lacs africains s'accusent de déstabilisation mutuelle, au niveau de la sécurité. La circulation des biens et des personnes entre les deux pays est également au point mort depuis plus de trois ans. Le Rwanda procède par des expulsions sporadiques de réfugiés burundais, comme en avril dernier, où plus de 2.500 demandeurs d'asile ont été chassés pour "refus obstiné" d'enregistrement biométrique et de soins médicaux, en vertu de leurs croyances dans un secte religieuse. Plus de 2.000 autres Burundais, "partis à la recherche d'emploi", disent-ils, ont encore été expulsés au cours de ces trois dernières semaines pour complicité avec des groupes armés qui déstabilisent le Rwanda. Dans un autre cas, on assiste à une guerre des chiffres entre le HCR et le pouvoir burundais qui accuse l'agence spécialisée des Nations unies de gonfler les effectifs des réfugiés pour en faire un "fonds de commerce". La politique avait enflé en avril dernier, lors de la visite au Burundi du Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi. Le Haut commissaire avait concédé que son organisation allait refaire un compte "systématique et électronique" des réfugiés burundais de la sous-région des Grands Lacs africains. La Tanzanie est de tous les pays de la sous-région celui qui coopère au rapatriement facilité des réfugiés burundais, se félicite-t-on dans les milieux officiels à Bujumbura. Le processus de rapatriement volontaire, essentiellement à partir de la Tanzanie, avait été lancé officiellement le 7 septembre dernier. Là aussi, seulement 37.454 personnes, réparties en 12.317 ménages, ont été rapatriés, selon les services du ministère burundais de l'Intérieur en charge du rapatriement, de la réinsertion et de l'intégration des rapatriés et des déplacés de guerre. L'enlèvement du dialogue inter-burundais de sortie de crise explique en grande partie le peu d'empressement des réfugiés à se rapatrier aussi massivement que le souhaite le pouvoir burundais, de l'avis des analystes à Bujumbura. Cela fait plus de deux ans que la Communauté d'Afrique de l'Est a confié la crise burundaise à l'ancien président de la Tanzanie, Benjamin William Mkapa, sans pour le moment de résultats tangibles, à cause d'une profonde méfiance qui persiste entre le pouvoir et l'opposition.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});